

GÉRARD PRUNIER

L'UGANDA ET LES GUERRES CONGOLAISES

D'AUCUNS INTERPRÈTENT L'INTERVENTIONNISME MILITAIRE DE L'UGANDA DANS LES CONFLITS CONGOLAIS COMME UNE VOLONTÉ D'HÉGÉMONIE RÉGIONALE, VOIRE L'EXPRESSION D'UN IMPÉRIALISME TUTSI-HIMA, HÉRITÉ DE L'ANCIEN EMPIRE DU KITARA. D'AUTRES VOIENT DANS CETTE POLITIQUE DE PUISSANCE UN VECTEUR DES INTÉRÊTS ANGLO-SAXONS DANS LA RÉGION. CET ARTICLE MONTRE QUE LA RÉALITÉ EST PLUS COMPLEXE, LES MOTIVATIONS DE KAMPALA MÊLANT INEXTRICABLEMENT LA POURSUITE D'UN PROJET NATIONALISTE, LA DÉFENSE D'INTÉRÊTS SÉCURITAIRES ET L'AFFAIRISME COMMERCIAL.

L'implication de l'Ouganda dans les conflits qui se déroulent au Congo¹ depuis maintenant trois ans a fait couler beaucoup d'encre et donné lieu à des interprétations souvent sommaires. L'une des plus fréquentes consiste à voir dans l'intervention militaire de Kampala une tentative d'établir dans l'Est congolais (en symbiose avec le Rwanda et le Burundi) un soi-disant « empire hima² ». Selon cette vue, « Museveni le nilotique³ » s'est lancé dans une vaste entreprise impériale dans l'Afrique des Grands Lacs, dont la « conquête » du Rwanda par les Tutsi entre 1990 et 1994 n'a été que la première étape. Les États-Unis sont censés prêter main forte à cette aventure pour d'obscures raisons où la géostratégie le dispute aux intérêts miniers. Le deuxième cliché concernant l'engagement ougandais au Congo est justement celui que propagent les États-Unis. Si l'on en croit celui-ci, le régime de Kampala, loin de toute visée impérialiste, ne serait en RDC que pour des raisons de sécurité. Le fait qu'il ait

1. Nous utiliserons le terme « Congo » pour parler de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC), rebaptisée depuis mai 1997. Nous utiliserons le terme « Zaïre » pour désigner le même pays durant la période du régime de Joseph Désiré Mobutu.

2. Un haut responsable de la politique africaine de la France s'adressait encore à l'auteur il y a quelques mois en lui parlant d'un certain « tutsiland », comme si cette entité mythique avait une réalité politique incontestable et opératoire.

3. Sans entrer dans les détails de cette construction mythique (par ailleurs fascinante), signalons que le président Yoweri Museveni est un Munyankole de la caste Hima, donc de langue et de culture bantoues, et qu'il est d'ailleurs perçu comme tel (et de manière nettement hostile) par les « vrais » nilotiques qui peuplent le nord de l'Ouganda, c'est-à-dire les Langi et les Acholi.

occupé Kisangani, à plus de mille kilomètres de sa frontière occidentale, sans d'ailleurs que cela n'améliore une situation sécuritaire effectivement très mauvaise dans le Sud-Ouest ougandais, ne semble pas faire vaciller les tenants de cette explication. Le troisième mythe est celui de « la coalition ougando-rwandaise », couramment servi dans les milieux des organisations internationales, notamment à l'Onu et – dans une moindre mesure – à l'Union européenne : Kampala se trouverait au Congo dans le but de soutenir un régime rwandais menacé par un retour offensif des tenants de l'ancien système génocidaire. Les régimes rwandais et ougandais opéreraient la main dans la main pour lutter contre « le retour des Interahamwe ». Les dissensions croissantes entre Kampala et Kigali, qui ont conduit à l'éclatement des rebelles du Rassemblement congolais démocratique (RCD) en deux branches rivales, l'une pro-rwandaise et l'autre pro-ougandaise, et qui ont dégénéré à Kisangani en un affrontement direct entre les armées ougandaise et rwandaise au mois d'août dernier, a quelque peu mis à mal ce mythe autrefois très répandu. En fait, aucune de ces explications ne fonctionne, et les véritables motivations de l'intervention au Congo du régime de Kampala et de Yoweri Museveni sont beaucoup plus complexes et ne se prêtent pas à un traitement simplifié. Quarante ans après la décolonisation, nous assistons à un processus d'éclosion d'États-nations en Afrique, avec tout ce que cela implique d'intérêts matériels des élites, de mauvaise foi nationaliste, de réflexion honnête sur la nature des intérêts nationaux, de récupération propagandiste de la détresse du « petit peuple » face aux phénomènes de violence, de calculs diplomatiques complexes et de contradictions inextricables héritées de l'État prénational et encore bien vivantes. Pour reprendre la formule d'un ouvrage récent et original sur les transformations de l'Afrique contemporaine, il s'agit bel et bien « du désordre comme instrument politique⁴ ».

LE CONTEXTE OUGANDAIS DES GUERRES AU CONGO

Pour comprendre ce que le président Museveni fait au Congo, il faut d'abord se replacer dans le contexte purement ougandais de son intervention. Museveni a longtemps été un révolutionnaire, et il demeure un nationaliste réformiste pour qui certaines idées essentielles président à l'action. L'une des raisons de l'engagement ougandais au Zaïre est initialement venue de ce soubassement idéologique radical. On peut dire, sans crainte d'exagérer, que le régime mobutiste était l'antithèse presque systématique de tout ce que Museveni avait voulu et tentait encore d'entreprendre malgré l'usure de dix années d'exercice du pouvoir. La chose avait été claire dès la première semaine de la prise de pouvoir du jeune guérillero, au début de février 1986, lorsque, après avoir déclaré à sa prestation de serment : « Ceci ne sera pas un simple changement

de la garde mais une transformation fondamentale dans la manière de faire les choses », il avait débarqué sans y être invité à une réunion régionale tenue à Gbadolite dans son *battle dress* crasseux et ses bottes de combat. Le président Mobutu n'avait guère apprécié et, dès 1987, il avait commencé à collaborer avec le président kenyan Daniel Arap Moi pour freiner les ardeurs de l'Ougandais⁵. Ce qui introduit une deuxième raison de l'intervention ougandaise au Zaïre : outre le fait d'incarner parfaitement la honte du continent africain et la prostration la plus humiliante devant les intérêts « impérialistes⁶ », le maréchal Mobutu représentait un solide danger pour la sécurité ougandaise. Bien sûr, la Nalu et Amon Bazira n'étaient que des irritants périphériques. Mais, en 1989, quand la prise de pouvoir du Front national islamique à Khartoum installa au Soudan un régime résolument agressif vis-à-vis de ses voisins, la collusion Tourabi-Mobutu se révéla beaucoup plus dangereuse⁷. Lorsque à la suite de l'effondrement du régime communiste éthiopien le colonel Garang perdit ses bases arrière en avril 1991, le SPLA subit des coups très durs et fut repoussé jusqu'à la frontière ougandaise. Presque instantanément, le Lord's Resistance Army (LRA⁸), la guérilla millénariste acholi qui opérait dans le Nord et qui comptait fin 1992 moins de deux cents combattants, reçut une aide massive en armes et en équipements et passa, en dix-huit mois, à une force de presque cinq mille hommes. L'armée soudanaise se mit alors à opérer à travers le nord du Zaïre avec le plein accord du président Mobutu, tant pour soutenir la LRA que pour attaquer la SPLA. En outre, les Soudanais entreprirent de recruter d'anciens soldats du général Idi Amin dans sa région d'origine (le West Nile) et créèrent un mouvement, le West Nile Bank Liberation Front (WNBLF), qu'ils équipèrent et encadrèrent. Le WNBLF opérait entièrement à partir du territoire zaïrois.

4. P. Chabal et J.-P. Daloz, *L'Afrique est mal partie*, Paris, Economica, 1999.

5. Ils avaient trouvé pour ce faire un instrument en la personne d'Amon Bazira, un Mukonjo, ancien secrétaire d'État du régime Obote II (1980-1985), qui allait monter chez lui au pied du Ruwenzori la National Army for the Liberation of Uganda (Nalu). Lointaine héritière du mouvement anticolonial Rwenzururu des années 50, la Nalu sera à l'origine de l'actuelle guérilla de l'ADF dont nous reparlerons. Bazira sera assassiné à Nairobi en 1992, probablement par les services secrets ougandais.

6. Nous avons ici la perception de Museveni. En fait, bien que mis au pouvoir par la CIA, Mobutu avait ensuite su à sa manière très particulière renforcer le nationalisme zaïrois. Voir par exemple M. G. Schatzberg, *The Dialectics of Oppression in Zair*, Bloomington University of Indiana Press, 1988, ou J.-C. Willame, *L'Automne d'un despotisme*, Paris, Karthala, 1992.

7. Outre son activisme islamiste tous azimuts, le régime soudanais entretenait une hostilité spéciale vis-à-vis de Kampala tenant à l'amitié supposée entre Yoweri Museveni et le colonel John Garang à l'université de Dar-es-Salaam dans les années 60. Le fait que les deux hommes n'y aient été que très peu de temps au même moment (de quatre à cinq mois), qu'ils aient été perdus dans la vaste agitation gauchiste étudiante de l'époque et qu'ils ne se soient plus revus pendant vingt-cinq ans n'empêcha pas le mythe de leur « amitié » de se maintenir et de resurgir sous la plume de divers journalistes au moment de la guerre congolaise de 1996-1997 et de l'excitation à propos des « *new leaders* » de l'Afrique.

8. Voir H. Behrend, *La Guerre des esprits en Ouganda (1985-1996)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Troisième étape de l'action de Khartoum, le recrutement par le biais du mouvement islamique contestataire Tabliq de miséreux de toutes origines ethniques, soit musulmans, soit se convertissant à l'islam en signe de marginalité sociale et politique⁹. Plus tard, ces « oubliés du miracle économique ougandais » rejoindront les Bakonjo de la Nalu et les Interahamwe rescapés de la guerre civile rwandaise pour former l'Allied Democratic Front (ADF), basé au Zaïre, juste en face du district ougandais de Bundibugyo, qui continue encore aujourd'hui à déployer une activité redoutable. Il faut donc comprendre que pour l'Ouganda, contrairement au Rwanda, le péril était essentiellement extérieur, même si ses causes profondes étaient intérieures. Bien sûr, il n'y aurait pas de LRA sans l'aliénation profonde des populations nilotiques du Nord, acholi et langi, vis-à-vis du régime politique sudiste « bantou », qu'elles n'aiment guère et qui ne les aime guère. Bien sûr, il n'y aurait pas d'ADF si le chômage rural ne s'était pas autant généralisé et si celui-ci n'alimentait pas à son tour un lumpenprolétariat urbain sans avenir ni espoir. Ces islamistes-là, souvent même pas musulmans au départ, sont des islamistes sociaux. Mais on peut également dire que, sans Mobutu et sans le régime fondamentaliste de Khartoum, ces contradictions ethniques ou sociales n'auraient pas automatiquement débouché sur la violence armée. Car, même aujourd'hui, tous les témoignages convergent pour montrer que ces guérillas, bien loin du modèle maoïste d'antan, sont des guérillas terroristes qui visent plus à obtenir de la population locale une adhésion passive par la violence qu'une collaboration active par la sympathie¹⁰. Elles tirent profit d'une situation négative, elles n'en sont pas l'expression logique et inévitable.

Outre l'engagement idéologique et le souci sécuritaire, le troisième facteur qui a conduit l'Ouganda à intervenir au Zaïre tenait aux idées économiques de Museveni. D'une certaine manière, ce dernier est demeuré marxiste. Il continue à voir dans l'économie la clef de l'histoire et ne croit pas à une transformation du continent africain sur le plan politique sans de profondes transformations du soubassement économique. C'est pourquoi, s'il croit à la « *good governance* » de Washington, il ne croit pas qu'elle doive s'exprimer dans le multipartisme avant que celui-ci ne puisse s'appuyer sur une base économique plus ferme qu'aujourd'hui. Combinant son ancien déterminisme marxiste avec sa nouvelle religion libérale en un cocktail complexe, il est littéralement obsédé par la nécessité d'élargir les marchés en Afrique. De ce point de vue, il est l'anti-Nkrumah, malgré leur filiation intellectuelle commune remontant à George Padmore¹¹. Partisan d'une reconstruction de l'East African Common Market détruit par Idi Amin en 1977, enthousiaste de la SADC ou de la Comesa, il a toujours vu dans le bloc inerte du Zaïre un obstacle majeur à la transformation économique régionale dont il rêvait. Bien sûr, ce rêve n'était pas entièrement

innocent, et Museveni voit dans le Haut-Zaïre, de Lubero à Faradje, et d'Isiro à Kisangani, une zone d'influence « naturelle » pour le commerce, les entreprises et les capitaux ougandais. À la différence du Rwanda, il n'y a là aucun projet lié à la pression démographique ni aucune interaction ethnique avec le Congo, sauf de manière très limitée dans l'extrême Nord avec les Kakwa, les Alur ou les Lugbara¹². La vision du Haut-Zaïre depuis Kampala est très différente de celle des deux Kivu depuis Kigali. Celle de Kampala s'accommode parfaitement d'un gouvernement congolais indépendant et efficace, le souhaite même, ce qui constitue une différence radicale avec la politique de Kigali qui voudrait satelliser « ses » Congolais. Et c'est fondamentalement cette divergence de vues qui est à la base de l'éclatement du RCD en mai 1999.

LA GUERRE CONTRE MOBUTU (NOVEMBRE 1996-MARS 1997)

La cause fondamentale de l'action rwando-ougandaise au Zaïre à partir de la fin de l'été 1996 tient évidemment au problème des « réfugiés » rwandais au Kivu, réfugiés armés qui menaçaient la stabilité du régime FPR et qui cherchaient à reprendre par la force le pouvoir à Kigali. La complicité du maréchal Mobutu dans cette tentative est amplement démontrée, même si le dictateur vieillissant avait quelque peu perdu la main et si son action pouvait parfois sembler confuse et contradictoire¹³. Mais, si les Rwandais furent le moteur de l'intervention anti-mobutiste, les Ougandais avaient leurs propres raisons de s'y

9. La secte Tabliq, d'origine pakistanaise, était piétiste en Asie. Mais elle s'est complètement transformée en Afrique depuis son arrivée en Tanzanie dans les années 40. Dirigée en Ouganda par le cheikh Jamil Mukulu, elle avait organisé en 1991 l'occupation de la grande mosquée de Kampala, événement qui s'était soldé par plusieurs morts. C'est le réseau Tabliq qui, avec l'aide soudanaise, avait organisé la première guérilla islamiste qui fut défaite au combat de Buseruka, près du Lac Albert, entre le 20 et le 28 fév. 1995. Après avoir perdu une centaine de combattants, les islamistes se réfugièrent au Zaïre dans la région de Bunia, sous la protection conjointe des Forces armées zaïroises (FAZ) et des services secrets soudanais. Ils commencèrent à recruter un peu partout en Ouganda et à renforcer leur base à partir du début 1996.

10. Il n'existe aucun travail sur la guérilla de l'ADF. Mais j'ai eu l'occasion de constater sur le terrain en 1998 qu'elle n'est guère appréciée. Il y a aujourd'hui 150 000 personnes déplacées dans le district de Bundibugyo. Pour la LRA, voir R. Gersony, *The Anguish of Northern Uganda*. Kampala, USAID, 1997, et Human Rights Watch Africa, *The Scars of Death: Children Abducted by the Lord's Resistance Arm*, New York Human Rights Watch, 1997.

11. Voir G. Padmore, *Panafricanisme ou communisme ?*, Paris, Présence africaine, 1960.

12. Pour un aperçu des interactions possibles entre pression démographique et problèmes politiques dans la région, voir B. Calas, « Les densités : introduction à la géographie de l'Afrique orientale ? », *Espaces, Populations, Sociétés*, 1999, n° 1, pp. 53-65.

13. Le problème des réfugiés hutu rwandais au Zaïre est très chargé idéologiquement. L'évaluation la plus objective, parmi une vaste littérature souvent militante, est celle de J. Boutroue, *Missed Opportunities: the Role of the International Community in the Return of the Rwandan Refugees from Eastern Zaire (July 1994-December 1996)*, Boston, MIT/UNHCR, 1998.

joindre, indépendamment de leur désir de soutenir le régime du général Kagame. Mobutu et Museveni s'étaient rencontrés à Bad Kreuznach en Allemagne à la fin du mois de mai 1995. Lors d'une conférence de presse, le Maréchal-Président avait déclaré que les relations entre les deux pays « étaient tendues à cause de rumeurs faisant état de tentatives de déstabilisation mutuelle ». Le mot était faible car, à l'époque, si les tentatives ougandaises de soutien aux rebelles zaïrois avaient fait long feu¹⁴, des rumeurs concordantes faisaient état d'un plan d'assassinat de Museveni préparé en commun par Kinshasa, Nairobi et Khartoum et dont l'exécution devait être confiée à des éléments de l'Unita¹⁵. Fidèle à sa vision gauchiste des faits, Museveni déclarait quelques semaines plus tard lors d'une visite à Kigali : « Je mets en garde les anciens dirigeants fascistes contre tout retour au pouvoir par la force [...]. Les forces progressistes sont prêtes à se battre¹⁶. » Peu importe que l'observateur occidental considère une telle grille de lecture des événements comme simplificatrice, voire fantasmatique. Le président Museveni, lui, agit en conséquence. Or, bien loin de calmer le jeu, le Maréchal-Président poursuivait sa collaboration avec Khartoum pour traiter le « problème ougandais ». En avril 1996, le WNBLF récemment créé attaquait la région de Maracha au West Nile avec un équipement soudanais qui avait transité par Kaya, à partir de ses bases au Zaïre. Mal préparé à répondre à de nouvelles hostilités dans une région difficilement accessible alors qu'il devait déjà faire face à une activité accrue de la LRA en pays acholi, tout en poursuivant le plan de démobilisation exigé par la Banque mondiale¹⁷, le Haut Commandement ougandais se trouvait en difficulté ; il décida de procéder au rappel de 3 000 soldats récemment démobilisés. Quelques semaines plus tard, à la veille d'être arrêté, le Cheikh Jamil Mukulu quittait précipitamment Kampala pour se réfugier à Khartoum (juin 1996).

C'est à la lumière de cet arrière-plan qu'il faut interpréter l'engagement ougandais dans l'aventure rwandaise au Zaïre. Museveni se serait-il lancé seul dans l'entreprise de renverser Mobutu sur la base d'une réflexion stratégique et sécuritaire quant aux menaces de la collaboration Khartoum/Kinshasa ? C'est peu probable car, pour lui, le Soudan était – et demeure – l'ennemi principal. Mais une fois engagé le vaste tour de table entre Kigali, Luanda, Harare et Asmara qui préluda à l'assaut d'octobre 1996¹⁸, il était peu plausible que Kampala refuse de se joindre au projet.

De fait, si le gouvernement ougandais avait fermé sa frontière avec le Zaïre dès le début des hostilités, ce n'est que le 30 novembre 1996 que les premières troupes de l'UPDF (Uganda Peoples Defense Force) pénétrèrent chez leur vaste voisin. Et encore ne s'agit-il au début que d'une opération ponctuelle en réponse à l'attaque de la zone Bundibugyo-Semliki-Kabarole par l'ADF à partir de ses bases au Zaïre le 11 novembre précédent¹⁹.

La participation ougandaise au conflit zaïrois a été essentiellement régionale. Bien sûr, l'UPDF s'est engagée dans l'aventure transcontinentale et a fourni un appui à l'effort massif de l'Armée patriotique rwandaise (APR) et de ses auxiliaires congolais de l'Alliance des forces démocratiques pour la Libération du Congo/Zaire (AFDLC/Z²⁰). Mais ce n'est pas l'Ouganda qui a porté l'essentiel du fardeau des opérations militaires. Comme le Zimbabwe ou l'Érythrée, l'Ouganda a joué un rôle technique en fournissant certains types de spécialistes militaires, essentiellement dans le domaine de la logistique. Et, comme l'Angola, il s'est occupé de ses propres affaires sur un territoire zaïrois désormais ouvert.

Les choses sérieuses commencèrent vers la fin de janvier 1997, avec d'une part les affrontements entre la guérilla ADF et l'armée ougandaise autour de Kasese, de l'autre la prise de Mahagi au Zaïre par les forces AFDL. Mahagi, qui fait face à la grosse bourgade de Nebbi du côté ougandais, constituait une excellente base de départ pour le vaste coup de torchon projeté par l'UPDF sur le nord-est zaïrois et le sud-ouest soudanais. Il s'agissait de coordonner sous commandement ougandais les forces rwandaises, les récentes recrues de l'AFDL entraînées pendant les trois derniers mois et les guérilleros du SPLA, afin de nettoyer les bases arrière du WNBLF et leur encadrement régulier soudanais. Ces diverses forces furent progressivement mises en place durant le mois de février. Kampala niait avec la dernière énergie avoir quoi que ce soit

14. Il s'agissait du Parti de la libération congolais (PLC) du commandant Kisase Ngandu, qui avait commencé à opérer depuis les pentes du Ruwenzori dès 1986 avec le soutien de certains membres ultramilitants du National Resistance Movement (NRM), tel le colonel Kahinda Otafiire. Mais après avoir tenté de créer une « base révolutionnaire » territorialisée dans la région de Béni, le PLC avait été décimé par l'armée zaïroise au printemps 1994 et ses combattants s'étaient réfugiés en Ouganda, où ils avaient cessé d'opérer.

15. Voir par exemple l'article détaillé du *New Vision* du 14 mai 1995. Cet article était le résultat d'une « fuite » calculée des services secrets ougandais aux journalistes à la veille de la réunion de Bad Kreuznach pour faire savoir à Mobutu que son plan était éventé.

16. *BBC Summary of World Broadcasts* citant Radio Rwanda, 14 août 1995.

17. L'Uganda Peoples Defence Force (UPDF) avait commencé à réduire ses effectifs (officiellement 100 000 hommes, en fait 120 000) à partir de 1992, la Banque mondiale considérant que 30 % du budget affecté à l'armée était un chiffre trop élevé. Au printemps 1996, l'UPDF était tombée à environ 50 000 hommes.

18. Je discute beaucoup plus en détails la construction de cette vaste alliance « progressiste » anti-mobutiste dans mon ouvrage *From Genocide to Continental War: Rwanda and the Crisis of Africa*, à paraître à Londres chez Hurst en 2000.

19. Les services secrets soudanais travaillaient depuis plus d'un an à la mise en synergie des éléments disparates de la future ADF (marginaux Tabliq, paysans Bakonjo, miliciens Interahamwe rwandais, Baganda conservateurs « federo ») à partir de leur base de Béni où atterrissaient les avions en provenance de Juba. L'attaque rwandaise des camps de réfugiés du Nord-Kivu et le retour massif de ces derniers au Rwanda les décidèrent à précipiter leur action et à commencer leurs opérations.

20. Que nous désignerons pour plus de facilité sous le sigle AFDL.

à voir avec la guerre du Zaïre, Semakula Kiwanuka, l'ambassadeur ougandais aux Nations unies, déclarant même que son pays « soutenait tous les efforts de résolution pacifique du conflit²¹ ». Les forces ougandaises et leurs alliés passèrent à l'attaque au tout début du mois de mars. Le 23^e bataillon de l'UPDF prit Kindu en compagnie de forces AFDL et RPA, pendant que les troupes du SPLA s'emparaient de Kaya à la frontière soudano-zaïroise le 9 mars 1997. Désormais, le piège était verrouillé : l'armée ougandaise entama un vaste mouvement de balayage, à la fois vers Bunia, à l'est, et vers Isiro, au nord, tandis que les Rwandais et l'AFDL remontaient depuis Mahagi. Les forces du WNBLF et leurs officiers soudanais, grossies de fuyards des FAZ qui refluaient devant l'avancée rwando-rebelle, tentèrent de se replier au Soudan en évitant Kaya. Le 12 mars, elles tombèrent dans une embuscade montée par le SPLA quelques kilomètres avant Yei. Il y eut plus de 2 000 morts et 500 prisonniers en l'espace de quatre heures. Pour l'Ouganda, la guerre du Zaïre était terminée²², le problème de l'ADF étant – à tort – considéré comme mineur après la défaite des Soudanais²³.

LE TEMPS DES DÉCEPTIONS (MAI 1997-JUILLET 1998)

Lorsqu'il se rendit à Kinshasa pour l'intronisation du président Laurent Désiré Kabila en mai 1997, Museveni lui prodigua quelques conseils qu'il jugeait essentiels pour un homme dans sa situation²⁴ : tout d'abord, ouvrir l'espace politique légué par Mobutu – c'est-à-dire appeler à lui tout le courant de légitimité issu de la Conférence nationale souveraine qui avait profondément marqué le début des années 90, en confiant notamment un poste de responsabilité (de Premier ministre ?) à Étienne Tshisekedi ; ensuite, trouver un moyen de faire représenter au niveau national les éléments de la société civile, très vivante au Zaïre, en utilisant cette représentation pour court-circuiter les partis politiques ; s'assurer de bonnes relations avec l'Église catholique ; opérer un panachage ethnique et régional équilibré au sein de son gouvernement ; et, enfin, verrouiller le tout par une « garde rapprochée » ethno-militaire, aux intérêts étroitement liés au nouveau régime, qui veillerait au grain en cas de troubles sécuritaires. En gros, le programme que Museveni lui-même avait mis en œuvre en Ouganda en 1986-1987, alors que son pouvoir était encore mal assuré. Mais, comme devait nous le dire celui-ci d'un ton amer : « Ce type [Kabila], il a fait pratiquement exactement le contraire. »

Il faut noter ici la nature de l'intervention politique ougandaise auprès du nouveau régime. Museveni souhaitait voir Kabila créer au Congo un régime « progressiste », selon ses termes, avec lequel il aurait pu collaborer pour éviter tout retour offensif des Soudanais dans le Haut-Congo, et avec lequel il aurait

été possible de « faire des affaires », notamment en étendant au géant de l'Afrique médiane les projets de communauté économique dont Kampala rêvait. Cette vision n'avait pas grand-chose à voir avec la vassalisation politico-économique dont rêvait au même moment l'allié rwandais de Museveni. Du côté de Kigali, en effet, aucun désir d'assister à l'émancipation d'un « *new Congo* », mais plutôt la conception d'un « Congo vache à lait » qu'iraient traire les cadets tutsi d'une APR en surnombre à la recherche d'emplois pour ses jeunes officiers, et d'un Kivu satellisé ouvert à une quasi-colonisation rwandaise. Le régime du président Kabila ne pouvait tolérer cette mise en tutelle humiliante. Pour y faire face et asseoir ce qui lui tient lieu de légitimité, il prit le chemin d'un populisme démagogique, en développant un anti-tutsisme primaire qui allait séduire une population épuisée en quête d'un bouc émissaire.

Pendant ce temps, les officiers de l'armée ougandaise découvraient un mini-Eldorado. Les premiers officiers de l'UPDF arrêtés pour vol et contrebande au Congo le furent moins d'un mois après la fin de la guerre²⁵. Ce n'était qu'un début et, bientôt, la corruption du corps expéditionnaire ougandais s'emballa devant les perspectives offertes. On assista d'abord, de manière relativement classique, à des détournements de matériel militaire, surtout de carburant. Les officiers détournèrent ensuite la solde de leurs hommes et revendirent la nourriture. Puis il y eut le vol. Beaucoup de biens ayant été abandonnés par leurs propriétaires zaïrois pendant la guerre avaient mystérieusement disparus à leur retour. Le vol se fit parfois plus direct, comme lorsque le colonel Peter Kerim, qui commandait les troupes engagées contre l'ADF, « confisqua » à deux commerçants congolais plusieurs camions semi-remorques pleins d'essence²⁶. Il y eut également l'exploitation frauduleuse, hommes de troupe et officiers collaborant avec des bûcherons illégaux pour couper des bois précieux et avec des « creuseurs » pour exploiter des mines d'or clandestines. Le tout étant exporté aux frais du contribuable ougandais sur des vols nolisés par les militaires. Moyennant finances, les concessionnaires de diamants « amis » furent autorisés à exercer leur commerce tandis que « les autres » – essentiellement les marchands libanais liés à l'ancien système Mobutu – étaient expulsés ou frappés d'amendes considérables pour « non paiement

21. Dépêche AFP, New York, 21 fév. 1997.

22. Voir *La Lettre de l'océan Indien* du 15 mars 1997 et le *New Vision* du 9 avril 1997.

23. Le SPLA venait de s'emparer de Yei, déséquilibrant tout le dispositif soudanais de soutien aux rebelles ougandais. Après un passage à vide, celui-ci allait se remettre en place fin 1997-début 1998.

24. Entrevue avec un haut dirigeant ougandais, Kampala, mars 1998.

25. *The Monitor*, 18 juin 1997

26. Il sera arrêté, plus relâché et mis en *katebe* (congé sans solde). La nouvelle guerre commencée le 2 août 1998 le verra revenir au service actif au Congo, où il entraînera les combattants du Mouvement de libération congolais (MLC).

des taxes ». La distance et la confusion administrative aidant, Kisangani devint la plaque tournante de tous les trafics. Mais, au milieu de toute cette corruption, les Ougandais surent éviter la violence. La plupart du temps, ils impliquèrent des hommes d'affaires locaux dans leurs trafics et ouvrirent les voies commerciales entre les deux pays. Ainsi, si le « petit peuple » congolais ne retirait évidemment rien de l'occupation ougandaise, il n'en souffrait pas non plus²⁷. Et la bourgeoisie locale put continuer à maintenir un niveau de fonctionnement économique sinon satisfaisant, du moins non catastrophique.

L'UPDF avait peu à peu évacué les grandes centres comme Kisangani, Kindu et Isiro pour se cantonner dans la zone proche de la frontière. Car les problèmes liés à l'ADF, un moment calmés après la violente opération de mars 1997, avaient peu à peu resurgi vers le milieu de l'année : le 24 juin 1997, la guérilla brûle vives 12 personnes et en tue 10 autres, amenant 2 000 réfugiés à fuir vers le chef-lieu de Bundibugyo ; le 30 août, 10 personnes sont tuées et 80 autres kidnappées²⁸. Les 11 et 12 septembre, lors de violents accrochages, toujours dans le Bundibugyo, l'ADF tue 26 civils et un soldat, l'UPDF tue 19 rebelles et en attrape deux, qui seront immédiatement lynchés par la foule. Le 11 octobre, la guérilla tue 12 autres civils près de Katwe. La litanie se poursuit ainsi tout au long de l'automne, les rebelles opérant toujours à partir de bases au Congo. Au début de novembre, après de longues tractations entre Kampala et Kinshasa, l'UPDF et les Forces armées congolaises (FAC) décident finalement d'une opération conjointe dans la région du Ruwenzori. Elle mettra six semaines à se mettre en place. Pendant ce temps, les Soudanais continuent régulièrement à ravitailler l'ADF par des parachutages effectués à partir de Juba²⁹. Après le début des opérations le 19 décembre, la situation s'améliore progressivement. Fin janvier 1998, 25 000 réfugiés ougandais au Congo, qui avaient fui l'ADF vers l'ouest, purent rentrer, tandis qu'une partie des 50 000 personnes déplacées qui avaient fui vers l'intérieur du pays commençaient à réintégrer leurs foyers. Début mars, l'UPDF considérait l'opération comme un demi-succès³⁰. Mais si la menace ADF reculait quelque peu dans la région située au pied des Virunga, les Soudanais s'activaient pour recycler les survivants de la défaite de mars 1997 dans l'extrême Nord, en utilisant le parc naturel de Garamba, très sauvage, comme lieu de regroupement et de parachutages. Un peu plus de 3 000 hommes s'y trouvaient, mélange hétéroclite de survivants du WNBFLF, d'anciens FAZ, de déserteurs du SPLA et de soldats des forces régulières soudanaises coupés de leurs arrières par l'offensive du printemps précédent³¹. Pas encore capables d'opérations offensives, ils étaient cependant en voie de reformation sous l'égide des services spéciaux de l'armée soudanaise basés à Juba. Le 26 avril 1998, Kampala et Kinshasa concluaient un traité de sécurité mutuelle, bien que le gouvernement

ougandais n'ait guère eu d'espoir en la capacité du régime de Laurent Désiré Kabila d'honorer sa signature. Et, quelques jours plus tard, le président Museveni s'abstint de se rendre dans la capitale congolaise pour participer aux fêtes célébrant le premier anniversaire de la prise de pouvoir de l'AFDL. Bien qu'il soit très difficile de savoir ce qui se passait effectivement à ce moment-là entre Kigali et Kampala, il est probable qu'au printemps 1998 le général Kagame parvint à convaincre son allié ougandais de l'impossibilité de traiter avec Kabila et de la nécessité de le renverser³². Restait à savoir quand et comment.

LA GUERRE CONTRE KABILA (DEPUIS LE 2 AOÛT 1998)

Un certain nombre de soldats ougandais, sans doute commandés par le général Ivan Koreta (lui-même d'origine rwandaise), ont pris part à la tentative de *blitzkrieg* menée par le commandant James Kabarebe au début d'août 1998. Pris dans la nasse de la contre-offensive angolaise dans la troisième semaine d'août, il semble qu'ils furent finalement évacués depuis Kitona en direction de Kigali par des avions américains³³. Museveni avait-il cru, lui aussi, comme le général Kagame, qu'il serait possible de tout régler au Congo par une action de commando ? C'est possible, mais c'est loin d'être sûr. En effet, pratiquement en même temps, l'UPDF reprenait la tactique, beaucoup moins ambitieuse mais réaliste, du contrôle régional à partir de ses bases dans la région comprise entre Béni et Bunia. Elle attaquait aussi à partir du West Nile le parc national de Garamba, mettant en fuite les forces non encore opérationnelles qui s'y trouvaient. Dès le mois d'octobre, les troupes ougandaises réoccupaient Kindu

27. Les soldats de l'UPDF ne pratiquaient pas le petit racket, ce qui changeait de l'attitude des FAZ. La conséquence de ce *modus vivendi* sans joie fut cependant radicalement différente de la situation en zone d'occupation rwandaise : même si on ne l'aimait pas, il n'y eut aucun soulèvement armé autochtone contre l'occupant ougandais.

28. Comme la LRA dans le Nord, l'ADF recrute beaucoup par kidnapping. Certaines des victimes qui tentent de fuir sont tuées, d'autres se résignent, certaines rejoignent de bon gré la guérilla, quitte à désertir à la moindre occasion. Il faudrait, pour comprendre ce phénomène, étudier en profondeur les conditions de vie et les représentations mentales des paysans dans les régions de conflit, ce que presque personne n'a fait sauf, de manière assez rapide, R. Gersony, *op. cit.*, pour la LRA et le pays acholi.

29. Voir *New Vision* du 14 novembre 1997 et entretiens de l'auteur avec des officiers de l'UPDF, Bundibugyo, novembre 1997.

30. *The New Vision*, 9 mars 1998

31. Entretiens avec des membres de l'administration locale du West Nile et d'ONG travaillant à la réinsertion des anciens guérilleros, Arua, novembre 1997.

32. Museveni en demeure apparemment convaincu jusqu'à aujourd'hui, « ouvertures de paix » non-obstant (Entretien avec un haut fonctionnaire de l'Union européenne, Bruxelles, juin 1999).

33. Voir *La Lettre de l'océan Indien* du 12 septembre 1998 et entretiens de l'auteur avec un diplomate américain, Paris, avril 1999.

et Kisangani. Elles trouvèrent dans cette dernière un important camp de formation de l'ADF et y capturèrent des instructeurs soudanais³⁴. Mais ce genre de succès était loin de garantir une neutralisation effective de la guérilla, qui continuait imperturbablement à opérer sur les arrières de l'armée : le 11 octobre, alors que Kisangani tombait entre les mains des Ougandais, l'ADF attaquait une fois de plus non loin de Bundibugyo, tuant 11 personnes et provoquant une nouvelle vague de fuite parmi la population civile, qui se réfugiait au chef-lieu du district ou même jusqu'à Kasese. À la fin de l'année, à la suite de nouvelles attaques, on comptait 70 000 déplacés intérieurs, et le Programme alimentaire mondial des Nations unies qui les nourrissait dut à plusieurs reprises interrompre ses distributions en raison de l'insécurité sur les routes.

C'est là que le bât blesse dans la logique de l'intervention ougandaise en RDC – ce que le Parlement, d'ailleurs, ne cesse de répéter à un exécutif peu réceptif³⁵. Si la raison fondamentale de l'envoi par l'Ouganda d'un corps expéditionnaire non négligeable (environ 15 000 hommes) au Congo est le souci d'assurer la sécurité de sa frontière occidentale face à la menace que représente l'ADF, comment se fait-il que celle-ci ne se soit pas résorbée et que le gros des forces de l'UDPF se trouve avec ses officiers supérieurs à Kisangani, à presque mille kilomètres de la frontière, alors que celle-ci n'est défendue que par des forces limitées commandées par des officiers subalternes ? Certains députés de l'opposition ne craignent pas d'affirmer qu'il s'agit là d'un froid calcul du président Museveni, qui souhaite voir se maintenir l'insécurité sur la frontière occidentale pour conserver un *casus belli* permanent au Congo³⁶. Même si cette explication peut paraître exagérément machiavélique, il faut bien reconnaître que l'insécurité constitue le leitmotiv de la diplomatie ougandaise dès qu'il s'agit de parler de la RDC³⁷.

De ce point de vue, les meurtres de huit touristes « anglo-saxons » (deux Néo-Zélandais, deux Américains et quatre Britanniques³⁸) dans la forêt de Bwindi, à l'ouest de l'Ouganda, en mars 1999 furent un cadeau de propagande pour le régime de Kampala³⁹. Le président Clinton exprima son indignation et le FBI envoya des agents, d'ailleurs parfaitement inutiles, pour participer à l'enquête. Les tueurs venaient, bien sûr, du Congo, et ils s'y replièrent une fois leur forfait accompli. L'affaire coûta à l'Ouganda plus de 50 millions de dollars en annulations touristiques, mais personne ne sembla se demander comment un tel événement pouvait être compatible avec la présence au Congo de 15 000 soldats censés « assurer la sécurité du pays ». Museveni, pourtant d'ordinaire très maître de lui, semble de manière significative perdre patience lorsqu'il se sent serré de trop près sur cette contradiction. Ainsi, à Kigali, quelques jours après ces tragiques événements, lorsque des journalistes rwandais quelque peu narquois lui demandèrent pourquoi il y avait tant de troupes ougandaises en

RDC, il répondit, agacé : « Eh bien alors, ces assauts contre l'Ouganda, ils partent de Kisangani, non⁴⁰ ? Et qu'est-ce qu'ils font à Kinshasa, les Soudanais ? Tous ces problèmes, c'est à cause du terrorisme soudanais⁴¹. »

Le retour de l'armée ougandaise dans le Haut-Congo avait bien sûr relancé les phénomènes de corruption dont nous avons parlé plus haut. L'ampleur des trafics était devenue un fait public avec la mort accidentelle du général « Jet » Mwebaze dans un accident d'avion, au Congo, le 25 septembre 1998. Mwebaze était le frère du général James Kazini, commandant en chef du corps expéditionnaire ougandais en RDC, et le beau-frère de Mme Museveni. Dans l'avion, il y avait avec lui Rose Kirungi, belle-sœur du major Reuben Ikondere, le n° 2 du corps expéditionnaire en RDC, ainsi que le négociant indien Arif Mulji et l'homme d'affaires israélien Zeev Schif, membre du conseil d'administration d'Efforte, la société d'investissement appartenant au frère de Museveni Salim Saleh. Il y avait aussi 1,2 million de dollars en argent liquide⁴². L'appareil, immatriculé au Kenya, venait de Wilson Airport à Nairobi et avait menti sur son plan de vol lors de son escale à Entebbe, déclarant qu'il partait pour Kabarole en Ouganda alors que sa destination réelle était Bunia au Congo. Le but du vol semble avoir été l'achat d'une importante quantité d'or à des officiers de l'UPDF qui l'avaient obtenue clandestinement. Cet or aurait ensuite été commercialisé par le biais d'Efforte et de la société de Mulji, Banda Electricals⁴³. Tout Kampala était évidemment au courant de cette histoire dans la semaine qui suivit l'accident, d'autant que les commanditaires du vol s'étaient

34. *La Lettre de l'océan Indien*, 17 oct. 1998

35. En juin 1999, des cris de « Congo ! Congo ! » ont accueilli le passage où, dans son discours de présentation du budget, le ministre des Finances Gerald Ssendaula abordait le chapitre des dépenses militaires. Et ceux qui criaient n'étaient pas seulement les députés de l'opposition.

36. Entretien téléphonique avec un des leaders de l'opposition « multipartiste » au Parlement, avril 1999.

37. Voir, par exemple, les déclarations du président Museveni en décembre 1998 (dépêche Reuters, Kampala, 11 déc. 1998), ou celles de son très proche collaborateur et secrétaire d'État à la présidence Amama Mbabazi devant les membres du Center for Strategic and International Studies à Washington (dépêche de l'United States Information Service, signée Jim Thompson, du 5 fév. 1999).

38. Les miliciens Interahamwe qui les tuèrent épargnèrent délibérément les touristes français qui se trouvaient avec eux et laissèrent sur les cadavres découpés à la machette une carte postale portant un message sans ambiguïté : « Voici la punition des Anglo-Saxons qui nous ont vendus, qui protègent la minorité [tutsie] et oppriment la majorité [hutue] » (dépêche AFP du 3 mars 1999, *New Vision* du 5 mars 1999).

39. L'éditorialiste John Nagenda, un proche du Président, put ainsi écrire dans le *New Vision* du 6 mars 1999 : « Il est du devoir de toute la communauté internationale de mettre fin aux agissements des colèges interahamwe de Kabila. » Le raccourci était audacieux, les Interahamwe ayant probablement agi de leur propre chef.

40. Remarque pour le moins paradoxale en mars 1999 alors que Kisangani était occupée par l'UPDF depuis bientôt cinq mois.

41. Dépêche de Rwanda News Agency, Kigali, 17 mars 1999.

42. *The New Vision*, 11 oct. 1998.

43. Entretiens téléphoniques avec diverses personnalités ougandaises entre octobre et décembre 1998.

manifestés bruyamment après avoir constaté que l'argent liquide s'était évaporé de l'épave. Museveni était furieux, mais ses possibilités de réaction étaient limitées.

Et c'est bien là que réside aujourd'hui le problème pour l'UPDF au Congo : dans une situation militaire déjà passablement corrompue⁴⁴, le corps expéditionnaire est un facteur supplémentaire de pourrissement. Le pillage congolais, bien que modeste au vu de la grande délinquance internationale, est devenu aujourd'hui une véritable drogue pour le corps des officiers – et même pour certains soldats. Comme l'écrit un journaliste d'opposition : « Quels qu'aient pu être les buts initiaux de Museveni, la campagne du Congo est aujourd'hui une aventure militaire qui est en train de tourner à l'aigre [...]. Contrairement à ce qui se passe au Rwanda, le produit des ventes du bois, du café, des diamants et de l'or n'est jamais remis à la Banque centrale⁴⁵. Au lieu de cela ce sont des officiers de l'UPDF et quelques civils bien placés qui bénéficient de la campagne [...]. Comment Museveni va-t-il faire avec ces militaires lorsqu'ils reviendront au pays, transformés en petits seigneurs de la guerre ? Se plieront-ils encore à la discipline ? [...] Pour combattre au Congo, on a rappelé au service de nombreux soldats et officiers au passé plus que douteux et qui avaient été démobilisés. Que fera-t-on d'eux lorsqu'ils rentreront⁴⁶ ? » La question vaut d'être posée et le danger est réel. En 1996, lorsque le général David Tinyefuza a fait montre de sa grogne publique et joué un moment avec l'idée d'une sédition militaire, il s'est rapidement retrouvé marginalisé. Lui-même ou un autre connaîtraient-ils demain les mêmes difficultés à sortir de la légalité civile ? Des cas d'indiscipline graves, allant jusqu'à des affrontements armés entre unités, ont déjà été signalés⁴⁷, et ce ne sont pas les récents événements de Kisangani, où l'UPDF a affronté le RCD pro-rwandais avant de se battre avec l'armée rwandaise elle-même, qui vont améliorer l'attitude de ses soldats⁴⁸.

C'est en grande partie la prise de conscience, par le régime de Kampala, de l'enlisement du conflit congolais qui motive les initiatives diplomatiques prises depuis avril dernier. La première initiative, la rencontre de Syrte en Libye avec le président Kabila, a été un coup de maître. Depuis le début de l'année, Museveni, fatigué des querelles croissantes au sein du RCD, a joué de plus en plus la carte du Mouvement de libération congolais (MLC) de Jean-Pierre Bemba, fils de Bemba Saolona, l'ancien président de la Confédération patronale zaïroise sous Mobutu et l'actuel ministre des Finances de Kabila. Bemba, originaire de l'Équateur comme Mobutu lui-même, avançait au nord. Mais il était bloqué autour de Gemena par les forces du corps expéditionnaire tchadien, envoyé au Congo sur ordre de Khartoum avec un financement libyen. Le président Idris Deby, qui n'avait aucune envie de poursuivre une aventure à ses yeux inutile alors qu'une nouvelle rébellion des Toubous venus du Niger

se développait au nord et que ses projets de pipe-line vers le Cameroun le préoccupaient, cherchait une occasion de se dégager. Museveni intervint auprès de Gaddafi, s'autorisa de leur vieille (et réelle) complicité et obtint que le chef de la Jamahiriyya coupe son financement aux 2000 soldats tchadiens en RDC. Faussement attristé, Deby put alors expliquer à ses mentors soudanais qu'il ne pouvait plus rien faire et qu'il devait évacuer. Khartoum ne fut pas dupe mais, n'ayant pas les moyens de se substituer au financement libyen, dut s'incliner. L'accord fut signé le 18 avril, Ndjamena annonça son retrait le 30 et, le 1^{er} mai, Bemba reprit sa progression. Quelques jours plus tard, les troupes tchadiennes se repliaient sur Bangui. Entre-temps Amama Mbabazi, ministre d'État en charge du dossier congolais, avait déclaré que « cet accord est simplement le reflet de nos désirs, de ce que nous souhaiterions voir arriver au Congo⁴⁹ » et, au cas où les choses n'auraient pas été assez claires, Hope Kivengere, la secrétaire du président Museveni, avait ajouté : « Il est hors de question que nous laissions un vide politique s'installer dans l'est de la RDC. » Le problème d'une éventuelle évacuation des forces UPDF s'arrêta là.

La question de l'accord de Lusaka, signé au début de juillet 1999 entre tous les pays intervenant en RDC et la RDC elle-même, mais pas par les forces rebelles (à l'exception de Bemba), est plus complexe⁵⁰. Kampala cherche-t-il réellement la paix ? Si l'on entend par paix une cessation totale des hostilités et le maintien au pouvoir du président Kabila, la réponse est non. Mais si l'on entend par paix un arrêt des opérations militaires de l'UPDF au Congo, alors la réponse est oui. L'UPDF n'a entrepris aucune opération offensive au Congo depuis mars 1999 et, si certains de ses soldats ont encore combattu (sur le front de Mbuji Mayi notamment), c'est parce qu'ils étaient pratiquement « fondus » dans des unités mixtes avec les Rwandais et le RCD et fonctionnaient sous commandement APR. Que souhaite donc alors Museveni ? La chute de

44. En 1991, 120 000 hommes coûtaient 42 Ms \$; en 1996, après le programme de démobilisation (et avant la première guerre du Congo) 50 000 hommes coûtaient 88 Ms \$. Museveni lui-même déclarait au début de 1997 qu'il estimait les détournements de fonds de la 4^e Division (celle qui lutte contre la LRA dans le Nord) à 400 000 \$ par mois (Crespo Ssebunya, « Trouble in the Army », *The New African*, oct. 1997, et entretiens avec des officiers de l'UPDF, Kampala, mars 1998).

45. La vision de l'éditorialiste concernant les pratiques commerciales de l'armée rwandaise est quelque peu optimiste, mais non entièrement dénuée de fondement. Kigali garde les rênes plus courtes sur le cou de ses officiers.

46. K. Aliro, « What is Museveni doing in the Congo ? », *The Monitor*, 25 mai 1999.

47. Voir notamment *La Lettre de l'océan Indien* du 17 juillet 1999.

48. Voir dépêches Reuters de Kisangani les 7 et 8 août 1999, AFP des 16 et 17 août 1999.

49. Dépêche AFP, Kampala, 20 av. 1999.

50. Pour une bonne évaluation des accords de Lusaka, voir International Crisis Group, *The Agreement on a Cease-Fire in the Democratic Republic of the Congo: an Analysis*, août 1999, disponible sur le site internet de l'ICG (www.intl-crisis-group.org/).

Laurent Désiré Kabila, mais obtenue par l'action directe des rebelles congolais, avec l'aide de Kampala, mais sans pour autant que l'Ouganda se substitue quasiment à eux comme tente encore de le faire Kigali avec « ses » Congolais. Dans cette perspective, Kampala a entrepris un très gros effort d'entraînement des forces du MLC, que Museveni voit comme un champion capable d'arriver à Kinshasa avant le RCD, ce dernier étant aujourd'hui divisé, affaibli militairement, impopulaire car « trop proche des Tutsi » et cantonné à l'est du pays. Le MLC, lui, compte aujourd'hui au moins 10 000 hommes sous les armes et de 3 à 5 000 autres en formation. Il a verrouillé tout le Nord fin juillet-début août 1999 en s'emparant de Gbadolite et de Zongo, et ses avant-gardes se trouvent à 600 kilomètres de Kinshasa. Dans le Nord, les jeunes originaires de l'Équateur font la queue pour être recrutés et de nombreux volontaires viennent de République centrafricaine dans l'espoir que Bemba les aidera à renverser le « régime Sara » du président Patassé une fois qu'il aura gagné. Sous la direction du colonel Peter Kerim et du général Eriya Mwine dit « Chefe Ali », décédé de mort naturelle en juillet 1999, l'UPDF a ouvert des camps de formation dans la forêt de Nyaleke, entre Beni et Kasindi, à Bunia, à Isiro, à Kisangani même, tout cela en zone ougandaise, et à Buta et Lisala dans les « territoires libérés » du MLC. Des instructeurs américains et israéliens y ont travaillé et y travaillent peut-être encore⁵¹. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre « l'accord de paix de Lusaka ». Kampala est fatigué du conflit, non pas pour des raisons militaires car, en dehors d'une unique attaque sur Kindu le 4 mars 1999, l'UPDF n'a guère été inquiétée⁵², mais pour d'autres raisons. Parmi celles-ci figurent le coût financier de la guerre, difficile à évaluer mais d'au moins un million de dollars par mois, la grogne des donateurs qui, pour la première fois, ont spécifiquement mentionné le Congo lors de la dernière réunion du Club de Paris en décembre 1998⁵³, le lent pourrissement du moral et de la morale du corps expéditionnaire, la menace non diminuée de la subversion soudanaise et la nécessité de s'attaquer sérieusement au problème de la paix civile rongée par l'ADF et la LRA. D'une certaine manière, occuper le Congo est une fuite en avant, en cherchant à Kisangani une paix que l'on ne peut trouver à Gulu, à Kitgum ou à Bundibugyo. Quitte à envahir un voisin, le Soudan aurait sans doute représenté une option plus rationnelle.

Cela veut-il dire que le président Museveni est prêt à renoncer à ses plans « d'harmonisation » avec un Congo « ami » ? Probablement pas. Le chef de l'État ougandais estime que le président Kabila n'a rien à envier à son prédécesseur, que ce soit en matière de corruption, de dangerosité ou d'aveuglement par rapport aux changements nécessaires à l'Afrique de demain. Il conserve, de ce fait, une vision « révolutionnaire » des transformations qui doivent advenir chez

son voisin. S'il y a un point, en revanche, sur lequel il serait prêt à faire son auto-critique (une activité difficile pour lui, mais qu'il pratique en cercle restreint), c'est d'avoir trop suivi l'option rwandaise de l'action directe et d'avoir été tenté de substituer son armée aux « forces populaires » congolaises, auxquelles il continue obstinément de croire. Le problème, désormais, est que la dynamique enclenchée par Museveni peut aisément lui échapper, et que le cancer de la corruption militaire risque un jour d'entrer en phase avec l'agitation « démocratique » des multipartistes. Si une telle chose se produisait, comme le pense Ali Mazrui, excellent connaisseur de l'Ouganda⁵⁴, cela risquerait de réduire à néant les treize années de redressement dont le régime ougandais peut légitimement se vanter.

Gérard Prunier
CNRS-CRA

51. Il s'agit de mercenaires comme ceux de la compagnie US Airscan International du général en retraite Joë Stringham ou de la compagnie israélienne Silver Shadow Ltd du Lt Col Amos Golan. Mais ils bénéficient bien évidemment de l'accord implicite de leurs gouvernements. Voir *La Lettre de l'océan Indien* des 3 oct. et 21 nov. 1998 ainsi que le *New Vision* du 28 nov. 1998.

52. La plupart des pertes ont été subies aux côtés des troupes rwandaises qui se battent contre les Zimbabwéens entre Kabinda et Mbuji-Mayi.

53. Le budget ougandais est financé à 55 % par l'aide étrangère. La mention du Congo n'a pas empêché le Club de Paris d'accorder à Kampala 2,2 Mds \$ pour la période 1998-2001 (*The Economist*, 19 déc. 1998).

54. *The New Vision*, 5 août 1999.